

TRAJECTOIRE RESSOURCES

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901
13 Avenue Léon Blum
25200 MONTBELIARD

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

TRAJECTOIRE RESSOURCES

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901
13 Avenue Léon Blum
25200 MONTBELIARD

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association Trajectoire Ressources,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Trajectoire Ressources relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'assemblée générale.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Besançon, le 27 mars 2025

Le commissaire aux comptes

Raphaël MONNOT

IN EXTENSO AUDIT

IN EXTENSO AUDIT
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava
25000 BESANCON
RCS Lyon 401 870 936

BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Autres	5 262	5 262	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	30 094	23 705	6 389	9 472
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	35 357	28 968	6 389	9 472
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	9 554		9 554	4 597
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	46 540		46 540	40 000
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	490 957		490 957	439 911
Charges constatées d'avance	1 652		1 652	971
Total II	548 703	0	548 703	485 479
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	584 060	28 968	555 092	494 951

BILAN PASSIF AU 31/12/2024

IN EXTENSO AUDIT
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava
25000 BESANCON
RCS Lyon 401 870 936

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	414 756	424 585
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	1 003	-21 898
Situation nette (sous total)	415 759	402 687
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	415 759	402 687
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	69 500	10 900
Total II	69 500	10 900
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	3 025	26 370
Total III	3 025	26 370
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement	0	0
- sur autres ressources		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	10 612	7 866
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	56 196	46 778
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		350
Total IV	66 809	54 994
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	555 092	494 951

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	35 597	38 280
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	459 430	357 800
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	13 507	12 030
Utilisations des fonds dédiés	10 900	8 000
Autres produits	15 468	85
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits		1
Total I	534 902	416 196
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	97 753	92 070
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	11 556	6 004
Salaires et traitements	263 188	245 294
Charges sociales	94 900	83 833
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		2 108
Dotations aux provisions	3 083	3 083
Reports en fonds dédiés	69 500	10 900
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	242	1 180
Total II	540 222	444 472
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-5 320	-28 276
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	7 528	7 643
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	7 528	7 643
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	7 528	7 643
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	2 208	-20 633
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	0
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	1 204	1 265
Total des produits (I + III + V)	542 429	423 839
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	541 426	445 737
SOLDE INTERMEDIAIRE	1 003	-21 898
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	1 003	-21 898
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	6 580	6 340
Bénévolat	3 435	1 868
TOTAL	10 015	8 208
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	6 580	6 340
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	3 435	1 868
TOTAL	10 015	8 208

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Trajectoire Ressources a pour objet de soutenir les acteurs du développement local en favorisant la mise en réseau, l'échange des pratiques, la capitalisation des expériences, la mutualisation des moyens d'informations et de réflexions. A cette fin, l'association a notamment pour missions pour :

- De favoriser la participation et les initiatives citoyennes,
- De soutenir des collectifs d'acteurs engagés dans des démarches de développement local,
- De promouvoir des démarches innovantes et des expérimentations des acteurs de la ville,
- De capitaliser et diffuser les connaissances et les savoir-faire,
- D'animer un centre de ressources politique de la ville.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités réalisées

L'année 2024 est une année singulière du point de vue de notre activité car elle marque le démarrage d'un nouveau cycle de la politique de la ville. En effet, nos activités sociales se sont poursuivies lors de deux grandes phases :

- L'accompagnement à la production des contrats de ville « Engagements Quartiers 2030 » des 23 territoires en politique de la ville en région jusqu'à l'été 2024. Nous avons soutenu les dernières phases de concertation puis l'écriture des documents cadre en alternant des temps collectifs en présentiel et en distanciel avec des temps d'hyper proximité au sein des EPCI en passant par des séquences départementales.
- La ré-impulsion de thématiques de travail pour faire vivre la politique de la ville aux différentes échelles notamment à partir de l'été 2024 ; thématiques définies dans les territoires. Un rendez-vous interrégional a ponctué l'activité sur ces sujets autour des enjeux de transition écologique.

Nous avons mis en réseau et qualifié les acteurs « pivots » de la politique de la ville (délégués de préfet, chefs de projets, élus locaux, représentants d'habitants, etc.) via différents formats : lors de séquences régionales rassembleuses en lien avec notre partenaire Etat (DREETS) avec qui nous avons convenu cette adaptation/concentration de notre programme ; lors de temps départementaux inter-EPCI et lors de temps au plus près des acteurs parfois à l'échelle des QPV

Les autres domaines d'intervention poursuivis :

A cette dynamique globale d'accompagnement des démarches de contractualisation, différentes entrées thématiques ont été traitées durant l'année 2024 :

- La sensibilisation à la politique de la ville auprès d'une multitude d'acteurs du droit commun, de la formation et du secteur associatif
- La culture avec une expérimentation entre la MJC des Clairs-Soleils et le musée Courbet à Ornans mais aussi l'installation d'une cité de la culture sur Belfort
- La participation citoyenne avec des webinaires et une enquête régionale permettant l'installation d'un groupe de travail régional mais aussi l'expérimentation d'un fond de participation des habitants sur le Pays de Montbéliard Agglomération
- La transition écologique avec une rencontre régionale dédiée ainsi qu'un webinaire
- Les questions d'insertion, de développement économique et d'emploi notamment sur le nord Franche-Comté et via un webinaire régional
- La lutte contre les discriminations lors d'une rencontre régionale à Dijon en présence du Défenseur des Droits
- Les questions éducatives avec la rencontre maintenant ritualisée des cités éducatives (sur Belfort et avec des chercheurs) et celle des PRE
- Les questions de gouvernance, de pilotage et d'animation des contrats de ville avec des rendez-vous GAP initiés en 2022 et via une analyse comparative des contrats de ville

- Mais aussi une multitude de partenariats et de réseautage avec les acteurs universitaires et les têtes de réseau nationaux

Enfin, une activité nationale qui s'exerce à différents niveaux :

- L'activité du réseau national des CRPV – avec notamment notre implication pour l'organisation de la rencontre nationale des équipes avec les grands partenaires nationaux ANCT, ANRU, USH, etc.,
- Poursuite du travail régulier avec l'État (ANCT) et nos correspondants nationaux (Cotech, groupes de travail thématique, journée d'études, etc.)
- L'aboutissement de travaux thématiques inter réseaux : « la participation citoyenne », contribution sur la culture, sur les contrats de ville intégrateurs
- Nous sommes représentant du Réseau National des Centres de ressources pour siéger au sein du comité national d'Histoire de la politique de la ville Initié en mars 2022.

Nos activités couvrent l'ensemble des quartiers prioritaires de la ville de Bourgogne-Franche-Comté (région, 8 départements, 23 intercommunalités et 62 quartiers prioritaires).

3 Faits majeurs de l'exercice

3.1 Evénements principaux de l'exercice

Les faits significatifs au cours de l'exercice sont les suivants :

- La cinquième application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application,
- L'année 2024 a été signe à la fois de consolidation de la base des ressources humaines mais aussi de réorganisation à plusieurs niveaux :
 - Départ à la retraite de Jean-Luc MICHAUD, directeur et fondateur de Trajectoire Ressources au 31 janvier 2024
 - Recrutement en tant que directrice adjointe de Marion ROUSSEAU au 14 février 2024 après une longue expérience au sein du Conseil Départemental du Doubs
 - Fin du contrat d'apprentissage d'une chargée de mission au 15 février 2024 sur les thématiques Jeunesse, culture et appui à la communication.
 - Accueil en stage d'un étudiant en BUT 3 Carrières Sociales, Parcours Villes et Territoires Durable à l'IUT Nord Franche-Comté
 - Poursuite de la mobilisation d'une prestataire en mission d'appui et de renforcement sur les questions éducatives.

Ces différents éléments se sont accompagnés d'un travail de réajustement de la fonction ressources humaines notamment avec l'adhésion à la convention collective et au syndicat employeur (ALISFA-ELISFA).

Evénements postérieurs à la clôture

Néant

3.2 Principes, règles et méthodes comptables

3.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

3.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.2.3 Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Néant

4 Informations relatives au bilan

IN EXTENSO AUDIT
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava
25000 BESANCON
RCS Lyon 401 870 936

4.1 ACTIF

4.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 262,40			5 262,40
Immobilisations corporelles	30 094,19	0,00	0,00	30 094,19
Immobilisations financières				
TOTAL	35 356,59	0,00	0,000	35 356,59

4.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 262,40	-		5 262,40
Immobilisations corporelles	20 621,91	3 083,20		23 705,11
Immobilisations financières				
TOTAL	25 884,31	3 083,20		28 967,51

4.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.3.1 Principaux mouvements

Néant

4.1.3.2 Méthode d'amortissement

Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	5 ans

4.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.4.1 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel bureau et informatique	linéaire	2 ans

4.1.4.2 Actifs acquis ou produits pour un coût global

Néant

4.1.5 Créances

Créances(a)		Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	9 553,96	9 553,96	
Autres	46 539,99	46 539,99	
Charges constatées d'avance	1 651,86	1 651,86	
TOTAL	57 745,81	57 745,81	-
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

4.1.6 Produits à recevoir :

- Néant

4.1.7 Charges Constatées d'avance :

- la facture de téléphonie Orange de décembre 2024 contient l'abonnement de janvier 2025 ;

- diverses factures d'abonnement (généralement des abonnements d'un an) qui commencent en 2024 et courent jusqu'en 2025.

4.2 PASSIF

4.2.1 Fonds propres

IN EXTENSO AUDIT
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava
25000 BESANÇON
RCS Lyon 401 870 936

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	424 586	21 898			402 688
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	12 068				
Excédent ou déficit	21 898	21 898	1 003		1 003
Situation nette	414 756	21 898	1 003		415 759
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	414 756		1 003		415 759

4.2.2 Provisions pour risques et charges

Néant

4.2.3 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
PIDR au 01 janvier 2024	26 370		26 370
Variation	-23 345		-23 345
PIDR au 31 décembre 2024	3 025		3 025

- La provision est calculée au 31 décembre 2024 avec les hypothèses d'un départ à la retraite à 64 ans et un taux d'actualisation de 3.38 %.

4.2.4 Fonds dédiés

IN EXTENSO AUDIT
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava
25000 BESANÇON
RCS Lyon 401 870 936

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	10 900	69 500	10 900			69 500	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	10 900	69 500	10 900			69 500	

4.2.5 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances	
			à plus 1 an	à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 612,32	10 612,32		
Dettes fiscales et sociales	55 833,78	55 833,78		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	362,48	362,48		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	66 808,58	66 808,58	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Charges à payer : 66 808.58 €

- Fournisseurs	10 612,32 €
- Congés Payé	26 150,93 €
- Charges sociales	22 006,85 €
- Salariés remboursement frais	362,48 €
- Taxe/salaires – formation continue	6 472,00 €
- Impôts sur les sociétés	1 204,00 €

4.2.6 Produits constatés d'avance : Néant

5 Informations relatives au compte de résultat

IN EXTENSIO AUDIT
7, rue Auguste Jouchoux - Parc Slava
25000 DESANÇON
RCS Lyon 401 870 936

5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (prestations de service...)	35 596,66
Subventions	459 730,00
Produits de la tarification	
Versements	
Autres produits (transferts de charges - prod divers gest courante)	<u>2 229,63</u>
Total	497 556,29

5.2 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre - activité		1 003,22
Résultat de l'exercice	1 003,22	

5.3 Ventilation de l'effectif moyen

Personnel salarié	6,10	-
TOTAL	6,10	-

Précisions : personnel salarié + mis à disposition = en équivalent temps plein

5.4 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Mise à disposition de locaux d'une surface de 50 m ² à la Maison des Métiers de la Ville - Montbéliard	indication de PMA = 9€/m ²	5 400,00
Mise à disposition de divers locaux	Nous avons demandé aux prêteurs les tarifs que nous aurions du payé dans le cadre de location	1 180,00
Mise à disposition gratuite des services (personne bénévoles)	coût validé en CA : 15€/heure et comptage des heures d'après nos PV de CA/Bureau et d'après les comptes rendus de nos animations	3 435,00
TOTAL		10 015,00

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, fourniture gratuite de services

Notre association a procédé à une estimation chiffrée des contributions volontaires en nature au titre de l'exercice 2024.

6 Autres informations

6.1 Informations concernant le Compte Personnel de Formation

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	144
Cumul ayant fait l'objet d'une demande des salariés	0

6.2 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts le montant des rémunérations versé au dirigeant s'élève à : 49 638,71 € brut en 2024.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 87 782.39 € brut en 2024.

6.3 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales (article 431-12 du règlement ANC 2018-06)

Néant.